

Rapport distinct - Partie I

pour l'exercice 2008 de la compagnie

Nom de l'entreprise de réassurance

Nom du réviseur:

Adresse email du réviseur:

1. Mission de réviseur

1.1 Nombre d'heures prestées au titre de la mission de contrôle légal des comptes annuels au sens de la note 1 de l'avis de l'IRE du 15 février 2007

- par des réviseurs agréés
- par d'autres professionnels

--

1.2 La mission légale susvisée comporte-t-elle

- des révisions intrannuelles
- l'audit de la liasse de consolidation
- d'autres travaux dans le cadre d'instructions de consolidation du groupe

Oui Non
 Oui Non
 Oui Non

Selon votre réponse veuillez indiquer, dans les cellules ci-dessous qui seront activées automatiquement, la page dans la partie II du rapport distinct à laquelle se trouvent les détails en question.

2. Rapport de révision

2.1 Le rapport de révision a-t-il pu être établi et signé à la date d'établissement du rapport distinct ?

Oui Non

Détails à la page:

2.2 Dans l'affirmative le rapport de révision comporte-t-il des réserves ?

2.3 Dans la négative le réviseur a-t-il l'intention d'émettre des réserves ?

Détails à la page:

2.4 Quelle est la date de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes révisés ? Veuillez entrer la date sous la forme dd/mm/yyyy

--

2.5 Le rapport de gestion comporte-t-il l'ensemble des informations visées par l'article 85 de la loi modifiée du 8 décembre 1994 sur les comptes annuels et consolidés des entreprises d'assurances ?

Oui Non

Détails à la page:

3. Publication des comptes de l'exercice précédent

3.1 L'entreprise a-t-elle satisfait à l'ensemble des obligations de publication de ses comptes de l'exercice précédent ?

Oui Non

3.2 Les délais légaux ont-ils été respectés ?

Oui Non

Détails à la page:

4. Evaluation des actifs des postes C II, III et IV

4.1 Existe-t-il des dépréciations non actées car non jugées durables sur des actifs autres que les titres à revenu fixe ?

Oui Non

Détails à la page:

4.2 Dans l'affirmative, à combien s'élève le total des moins-values correspondantes non actées ?

--

4.3 Existe-t-il des dépréciations non actées car non jugées durables sur titres à revenu fixe pour des motifs tenant à la qualité des émetteurs ?

Oui Non

4.4 Dans l'affirmative, à combien s'élève le total des moins-values correspondantes non actées ?

--

5. Marge de solvabilité et fonds de garantie minimum

A la date de clôture de l'exercice sous revue :

5.1 la compagnie disposait-elle du fonds de garantie minimum visé à l'article 8 du règlement grand-ducal du 5 décembre 2007 précisant les conditions d'agrément et d'exercice des entreprises de réassurance ?

Oui Non

5.2 la couverture de la marge de solvabilité était-elle suffisante au regard de l'article 99 point 1 de la Loi, tel que complétée par les dispositions du chapitre 1er du régl. g.-d. du 5 décembre 2007 précisant les modalités de la surveillance complémentaire des entreprises de réassurance faisant partie d'un groupe ?

Oui Non

5.3 les montants figurant dans l'état de la marge de solvabilité du fichier informatique du reporting sont-ils corrects ?

Oui Non

Détails à la page: 

6. Violation du principe de spécialisation

6.1 L'entreprise de réassurance exerce-t-elle des activités qui ne sont pas directement liées à l'activité de réassurance proprement dite ?

Oui Non

Détails à la page: 

7. Vérification des provisions techniques

7.1 Est-ce que les montants renseignés par la compagnie dans le tableau F du compte-rendu relatif à la vérification des provisions techniques sont corrects ?

Oui Non

7.2 Confirmez-vous la matérialité des faits ayant donné lieu à la constitution des provisions pour sinistres survenus et déclarés; étant entendu que cette vérification est supposée être positive dans le cas de l'existence de déclarations de sinistres faits par les compagnies cédantes ?

Oui Non

7.3 Est-ce que la provision pour fluctuation de sinistralité a été constituée en conformité avec les dispositions des articles 11 à 15 du règlement grand-ducal du 5 décembre 2007 précisant les conditions d'agrément et d'exercice des entreprises de réassurance ?

Oui Non

7.4 Est-ce que la provision d'équilibrage "Crédit" a été constituée en conformité avec les dispositions de l'article 16 du règlement grand-ducal du 5 décembre 2007 ?

Oui Non

Détails à la page: 

8. Variation des provisions techniques

8.1 Pour chacun des postes et sous-postes de provisions techniques figurant aux postes C et D du passif du bilan, la variation inscrite au compte de profits et de pertes est-elle égale à la différence entre les provisions de clôture de l'exercice précédent et les provisions de clôture de l'exercice ?

Oui Non

8.2 En cas d'écart existe-t-il des causes autres que des différences de change ?

Détails à la page: 

9. Politique d'investissement y inclus la politique en matière d'instruments financiers dérivés		
9.1	Est-ce que la ventilation de tous les placements détenus par l'entreprise à la clôture de l'exercice sous revue telle que renseignée par l'entreprise au tableau E du reporting est correcte ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
9.2	Une politique en matière d'investissement y compris en matière d'instruments financiers dérivés a-t-elle été approuvée par le conseil d'administration ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
9.3	Est-ce qu'une politique en matière d'instruments financiers dérivés est documentée par des procédures écrites ?	
9.4	En cas d'existence de procédures spécifiques en matière d'instruments dérivés, ces procédures contiennent-elles une définition des instruments dérivés visés ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
9.5	Quelle est la fréquence du contrôle du respect de la politique en matière d'investissement y compris en matière d'instruments dérivés ?	
9.6	L'entreprise détient-elle directement des instruments financiers dérivés à la clôture de l'exercice ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
9.7	L'entreprise a-t-elle émis des instruments financiers dérivés ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
9.8	A combien s'élève:	
	- le total des achats de l'exercice	
	- le total des ventes de l'exercice	
	- la valeur de marché des instruments détenus à la fin de l'exercice	
	- la valeur de marché des instruments émis à la fin de l'exercice	
	- l'exposition notionnelle pour les instruments émis à la fin de l'exercice	
	- l'exposition notionnelle maximale pour les instruments au cours de l'exercice	
9.9	Une charge potentielle résultant de l'émission d'instruments dérivés est-elle indiquée au bilan de clôture ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
9.10	Une charge potentielle résultant de l'émission d'instruments dérivés est-elle indiquée hors bilan ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
10. Engagements hors bilan		
10.1	Existe-t-il des engagements hors bilan autres que ceux résultant de locations d'immeubles, de leasing de matériel et logiciels utilisés pour usage propre, de garanties de loyer accordées au personnel et d'instruments dérivés ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
		Détails à la page: <input type="text"/>
11. Opérations intragroupe		
11.1	L'entreprise dispose-t-elle de procédures internes lui permettant de répertorier toutes les opérations que l'entreprise réalise avec les sociétés visées à l'article 79-3 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
11.2	Dans l'affirmative, ces procédures sont elles jugées adéquates par le réviseur ?	
11.3	Dans l'affirmative, ces procédures sont elles appliquées en pratique ?	
12. Contrôle sur place		
	La date d'envoi du dernier rapport de contrôle sur place par le Commissariat aux Assurances est : dd/mm/yyyy	
12.1	Au cas où la partie I mentionne l'émission d'un rapport de contrôle sur place au cours des 24 mois précédant la clôture de l'exercice, toutes les recommandations et injonctions du Commissariat ont-elles été suivies d'effet dans la pratique ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
		Détails à la page: <input type="text"/>